

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées – post contradictoire

Visite d'inspection du 03/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALSACHIMIE

CHALAMPE

BP 267

68100 Mulhouse

Références : 0006700538_2025_02_03_ALSACHIMIE_CHALAMPE_VIIC-EDD-Adipique-zonedéchets-postcontr
Code AIOT : 0006700538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2025 dans l'établissement ALSACHIMIE implanté BP 267 68490 Chalampe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre de l'examen de l'étude de dangers révisée transmise par l'exploitant en juin 2024. L'objectif du contrôle était à la fois au travers de prescriptions existantes et d'éléments descriptifs de l'étude de dangers de vérifier la cohérence des hypothèses introduites dans ce document transmis par l'exploitant. Le contrôle a notamment porté sur le respect de certaines hypothèses de modélisation de scénario d'accident liés au stockage d'ammoniac sur site, et l'efficacité de certaines des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) utilisées par l'exploitant pour la protection des scénarios liés au stockage de cette substance.

La visite de contrôle a également été mise à profit pour vérifier certaines hypothèses et barrières de sécurité, mises en avant par l'exploitant dans une étude de dangers d'un porter à connaissance transmis (le 25 mars 2022, complété le 5 avril 2023) par l'exploitant sur la zone de stockage de déchets dangereux du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSACHIMIE
- BP 267 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ALSACHIMIE est une Joint-Venture détenue à 51 % par le groupe BASF et à 49 % par le groupe DOMO CHEMICALS GmbH. La société ALSACHIMIE exploite ses installations au sein de la plateforme chimique WEurope, située dans la zone industrielle d'Ottmarsheim et qui s'étend sur les communes de Chalampé, Bantzenheim et Ottmarsheim. A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), et est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016.

L'établissement a pour vocation de produire des matières premières destinées à la fabrication du Nylon 6-6.

Le site est organisé par ateliers de production, l'étude de dangers des installations s'articule en fonction de ces découpages internes. Ainsi, l'étude de dangers comprend à ce jour des analyses de risques pour les ateliers "Olone", "Acide Adipique", "HMD", pour les "Services Généraux" et pour une partie des installations exploitées par l'unité NORD 3 (le four John Zink et la station PIC). Les activités opérées par le service LOGISTIQUE sont incluses dans les analyses de risques précédemment citées. Les constats détaillés dans les points de contrôle du présent rapport ont été réalisés par échantillonnage sur une partie des périmètres des entités "Acide Adipique" et "zone de stockage des déchets dangereux" (zone à ce jour non incluse dans la révision de l'EDD transmise en juin 2024).

Ont été pris en référence pour ce contrôle les références réglementaires suivantes :

- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 sur la prévention des accidents majeurs,
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- l'étude de dangers révisée des installations dans sa version de juin 2024,
- l'étude de dangers du dossier de modification transmis le 25 mars 2022 (complété le 5 avril 2023), concernant la création de la zone d'entreposage et manutention de déchets dangereux du site.

Thèmes de l'inspection : Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etude de dangers Ateliers Adipiques – hypothèses de modélisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Etude de dangers Ateliers Adipique - MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Etude de dangers Ateliers Adipiques – MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Etude de dangers zone déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Etude de dangers zone déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et le contrôle des documents transmis lors de la visite d'inspection mettent en avant un ensemble de non-conformités, relatives aux hypothèses de modélisation des scénarios d'accidents majeurs et à l'efficacité de certaines des MMR mises en avant par l'exploitant dans son étude de dangers.

Une demande de justificatif est également formulée par l'Inspection concernant l'efficacité d'une des MMR définie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude de dangers Ateliers Adipiques – hypothèses de modélisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une

démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.
Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Etude de dangers Ateliers Adipique - MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces [...]
Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Etude de dangers Ateliers Adipiques – MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces [...]
Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'exploitant dans un délai de 6 mois les éléments démontrant l'efficacité

de la MMR n°5 du scénario NH05 (en terme notamment de capacité à détecter les nuages d'Ammoniac émis lors des scénarios de fuites envisagés).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Etude de dangers zone déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. [...]
Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etude de dangers zone déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Étude de dangers. Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. [...]
Constats : Comme mentionné dans les points de contrôle précédents, le contrôle du contenu de l'étude de dangers révisée transmis en juin 2024, et du contenu de la notice de ré-examen associée à cette révision de l'étude de dangers des installations, montre que l'exploitant n'a pas pris en compte dans son ré-examen et sa révision, les éléments issus de l'analyse de risque menée en 2022 et 2023 lors de la création de la zone d'entreposage et manutention des déchets dangereux du site. En effet, comme mentionné dans les points de contrôle précédents, les scénarios associés à l'exploitation de cette nouvelle zone en bordure de site sont susceptibles de générer de nouveaux

scénarios d'accidents majeurs, remettant ainsi en cause les conclusions de l'étude de dangers initialement constituée.
En omettant l'intégration de l'analyse de risque de cette modification, l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois